



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

POLE JUDICIAIRE
DE LA GENDARMERIE NATIONALE

BUREAU D'APPUI OPÉRATIONNEL
5 bld de l'Hautil - Caserne Lange
CS 60036
950001 CERGY-PONTOISE CEDEX
☎ : 0178473079

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

N° 2025-03 PJGN/BAO du 31 décembre 2024

Établi en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018
et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant code de la commande publique

ACCORD-CADRE

**Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour la passation et
l'exécution du marché de maintenance multi-technique des bâtiments de la
caserne Lange à Pontoise (95).**

Le présent cahier des clauses particulières comporte 20 pages numérotées de 1 à 20

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE L' ACCORD-CADRE.....	4
1.1 - Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2 - Nomenclature.....	4
1.3 - Allotissement de l'accord-cadre.....	4
1.4 - Organisme responsable de l'accord-cadre.....	4
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	4
2.1 - Pièces particulières.....	4
2.2 - Pièces générales.....	5
ARTICLE 3 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	5
4.1 - Définition des prestations.....	5
4.2 - Délais d'exécution.....	8
4.3 - Conditions d'exécution.....	8
4.4 - Difficultés – problèmes.....	9
4.5 - Défaillance.....	9
ARTICLE 5 - OPÉRATIONS DE CONTRÔLE ET DE VÉRIFICATION.....	9
5.1 - Vérification.....	9
5.2 - Décision après vérification.....	9
5.2.1 - Réception.....	9
5.2.2 - Réfaction.....	9
5.2.3 - Ajournement.....	9
5.2.4 - Rejet.....	9
5.2.5 - Transfert de propriété.....	9
ARTICLE 6 - PRISE EN CHARGE - GARANTIE.....	9
ARTICLE 7 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	10
7.1 - Unité monétaire.....	10
7.2 - Forme des prix.....	10
7.3 - Clause de sauvegarde.....	10
7.4 - Contenu des prix.....	10
7.5 - Contrôle des prix.....	10
ARTICLE 8 - PÉNALITÉS.....	10
8.1 - Calcul des pénalités.....	11
8.2 - Prolongation des délais de livraison.....	11
8.3 - Exclusion des pénalités.....	11
ARTICLE 9 - AVANCE - ACOMPTÉ.....	11
9.1 - Avance.....	11
9.2 - Acompte.....	11
ARTICLE 10 - MODE DE RÈGLEMENT - PAIEMENT.....	11
10.1 - Facturation.....	11
10.1.1 - Transmission électronique.....	11
10.1.2 - Mentions obligatoires.....	12
10.2 - Certification « service fait ».....	13
10.3 - Paiement.....	13
10.4 - Récusation.....	13
10.5 - Comptable assignataire.....	13
10.6 - Intérêts moratoires.....	13
ARTICLE 11 - CESSION - NANTISSEMENT.....	14
ARTICLE 12 - RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT.....	14
ARTICLE 13 - RÉSILIATION DE L' ACCORD-CADRE.....	14
ARTICLE 14 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU	

TITULAIRE.....	14
ARTICLE 15 - CORRESPONDANTS DU TITULAIRE.....	14
ARTICLE 16 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.....	15
16.1 - Changement de situation du titulaire.....	15
16.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	15
16.3 - Travail illégal.....	15
16.4 - Assurance.....	15
16.5 - Mesures de prévention et de sécurité.....	16
ARTICLE 17 - ACCÈS AU LIEU D'EXÉCUTION.....	16
17.1 - Horaires d'accès.....	16
17.2 - Obligation de discrétion et de sécurité.....	16
ARTICLE 18 - DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	16
ARTICLE 19 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TITULAIRES ÉTRANGERS.....	17
ARTICLE 20 - DÉROGATIONS AU CCAG/PI.....	17

ANNEXE : liste des services utilisateurs du site

ARTICLE 1 - OBJET DE L' ACCORD-CADRE

1.1 - Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet une mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage (AMO) dans le cadre du renouvellement du marché de maintenance multi-technique pour les bâtiments de la caserne Lange à PONTOISE (95) (MMT) à compter du 1^{er} janvier 2027. Cette mission s'exécutera dans le cadre de l'opération décrite ci-dessous.

Il est passé suivant la procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du décret n°2018-1075 déjà cité (partie réglementaire du code de la commande publique CCP).

Il prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles R2162-2 alinéa 2 et suivants du CCP, avec une valeur minimum de prestation estimée à 75 000€ TTC et un maximum estimé à 171 600€ TTC.

1.2 - Nomenclature

Le code de classification du vocabulaire commun des accord-cadres (code CPV) est :

- pour l'objet principal : 7131300-4 services de conseil en matière d'infrastructure
- pour l'objet secondaire : 71356200-0 services d'assistance technique

1.3 - Allotissement de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre n'est pas alloti.

Toutefois, il s'articule sur deux phases indissociables : l'une avant notification du MMT et l'autre lors de son exécution pendant 5 ans.

1.4 - Organisme responsable de l'accord-cadre

Le représentant du pouvoir adjudicateur RPA est le Pôle Judiciaire de la Gendarmerie Nationale (PJGN).

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par ordre de priorité décroissante, l'accord-cadre est constitué des pièces contractuelles suivantes :

2.1 - Pièces particulières

- ◆ l'acte d'engagement (ATTRI1) et son **annexe DPGF décomposition du prix global et forfaitaire** ;
- ◆ le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) ;
- ◆ la note méthodologique du titulaire et le calendrier de la DPGF, le curriculum vitae CV de l'intervenant ou de l'équipe ;
- ◆ les bons de commande.

2.2 - Pièces générales

- ♦ le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G./P.I.) approuvé par arrêté du 16 septembre 2019 option B ;
- ♦ et toute réglementation actuellement en vigueur.

Les documents originaux, conservés dans les archives de l'administration, font seul foi.

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

ARTICLE 3 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre prendra effet à compter de sa date de notification. Il s'achèvera à la clôture du futur MMT. La durée globale de l'accord-cadre est de 7 ans.

ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

4.1 - Définition des prestations

4.1.1. renouvellement du marché de maintenance multi-technique MMT

L'opération consiste principalement en la définition du périmètre d'intervention, en la rédaction des pièces techniques du dossier de consultation des entreprises d'un marché de maintenance multi-technique (MMT), à l'analyse des offres dans le cadre de la passation de ce marché et aux missions détaillées ci-dessous. Durée maximale : 12 mois

- Mission 1 : état des lieux et expertises techniques
- Mission 2 : préconisations
- Mission 3 : rédaction des pièces techniques du dossier de consultation des entreprises (DCE)
- Mission 4 : analyse des offres
- Mission 5 : état des lieux entrant et sortant

Mission 1 : état des lieux et expertises techniques

Dans les 8 (huit) jours suivant la notification de l'accord-cadre, une réunion de pilotage sera organisée avec le RPA et les différents services utilisateurs du site listés en annexe, afin de valider et mettre au point l'organisation et le déroulement de la mission.

D'une façon non exhaustive, les points suivants devront être abordés :

- identification des différents acteurs et de leur rôle,
- délimitation du périmètre d'intervention du marché multi-technique (MMT) (notamment les travaux courants portant sur les installations spécifiques au PJGN) (PM : seront ajoutées au périmètre actuel, les maintenances des ELI, des BAES, trappes de désenfumage, bornes électriques de rechargement, gros entretien des canalisations EV/EU du SCRC et IRC, des bassins de rétention, des toitures-terrasses, nettoyage, désinfection et changement des rideaux du tunnel de tir).
- mise au point sur les objectifs de l'étude (requalification du marché MMT niveaux normes 4 ou 5, volet environnemental),
- planification détaillée des étapes - élaboration d'un calendrier de travail,
- descriptif précis de la méthodologie appliquée par le titulaire (recueil des données, visites des installations, enquêtes auprès des responsables du commandement et des infrastructures du site, etc...),
- des désordres et actions en garanties engagées,

- des problèmes rencontrés lors du précédent marché,
- prise en compte des documents techniques existants (DOE, DIUO, GER, AMDEC, marché de MMT en cours, rapports des réunions mensuelles et d'activité annuelle et prestations assurées, factures de fluides, etc.) afin de procéder à une analyse critique de la situation existante et de livrer une expertise technique, et de lister les documents qui demeurent absents et/ou trouver une solution de remplacement. Ces documents ne sont pas communicables ni reproduits sans l'autorisation du RPA étant donné les éléments à caractère sensible qu'ils contiennent et seront restitués à la fin de la mission.

Ce travail nécessitera une coordination étroite avec le RPA et fera l'objet d'un premier livrable intitulé **"Etat des lieux et expertise technique"** où seront retracées toutes les données recueillies et nécessaires à l'établissement des préconisations.

Délai estimé de cette mission à réception du bon de commande : **2 mois** ou suivant le calendrier du titulaire

Le RPA devra valider le livrable dans un délai de 15 jours. Des modifications sont susceptibles d'intervenir.

Mission 2 : préconisations

Cette mission sera lancée au moyen d'un bon de commande.

A l'issue de la mission 1, le titulaire du présent accord-cadre devra proposer des préconisations au regard des objectifs visés par le RPA, en tenant compte du confort des utilisateurs et du respect des normes environnementales, de la sécurité des installations et des agents, de la maîtrise des coûts, *des consommations énergétiques*, des solutions pour résoudre ou anticiper les problèmes rencontrés lors du précédent marché.

Il devra proposer le meilleur compromis possible entre périmètre, criticité, qualité et durée des prestations, coût pour le RPA, tout en prenant en compte le **maintien en condition opérationnelle des installations techniques H24 et J7/7, l'impératif de mise en concurrence périodique sur les travaux nouveaux ou de mise en conformité non couverts par l'objet du marché actuel** et ainsi déterminer les clauses contractuelles à introduire dans les pièces du DCE.

Ces préconisations feront l'objet du 2e livrable intitulé **"Préconisations"**.

Délai estimé de cette mission à réception du bon de commande : **1 mois** ou suivant le calendrier du titulaire

Cette deuxième phase sera validée par une décision du RPA dans les 15 jours.

Mission 3 : rédaction des pièces techniques du DCE

Cette mission sera lancée au moyen d'un bon de commande.

A la suite de la validation de la mission précédente, le titulaire rédigera l'ensemble des documents techniques correspondants au MMT et à la procédure retenue tout en respectant les modalités administratives prévues par le code de la commande publique dont la liste non exhaustive est la suivante :

- 1) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) indiquant de manière précise les prestations techniques attendues, les modalités de surveillance, de contrôle et de réglage des installations, la gestion des consommables, la fréquence des visites et interventions, les analyses et contrôles réglementaires, le respect de l'environnement, la sécurité au travail etc...
- 2) le dossier d'utilisation d'exploitation et de maintenance (DUEM) y compris les gammes de maintenance,
- 3) les annexes techniques (descriptif du matériel, plans, etc..)
- 4) les critères techniques de jugement des offres,
- 5) *les divers documents comme la DPGF...*

Un troisième livrable intitulé "**CCTP et annexes techniques**" sera fourni à l'issue. Ce document fera l'objet d'une ou plusieurs relectures entre les différents intervenants avant réception définitive par le RPA.

Délai estimé de cette mission à réception du bon de commande : **15 jours** ou suivant le calendrier du titulaire

En tout état de cause, le CCTP du dossier de consultation des entreprises DCE du marché MMT devra être finalisé **au plus tard le 15 septembre 2025**.

Mission 4 : analyse des offres

Cette mission sera lancée au moyen d'un bon de commande.

Pendant la procédure de passation pour le renouvellement du MMT, le titulaire devra participer aux visites des lieux et répondre aux questions des candidats. Il assurera une mission de conseil et d'assistance au RPA.

En relation avec la section marchés publics du PJGN/BAO, le titulaire effectuera l'analyse technique des offres permettant de retenir l'offre la mieux-disante dans le strict respect du règlement de consultation RC et du Code de la Commande Publique.

Un quatrième livrable intitulé "**rapport d'analyse des offres**" sera établi par le titulaire et présenté aux différents intervenants sur le site de la caserne Lange à Pontoise.

Délai maximal de cette mission : 15 jours à réception du bon de commande

Mission 5 : état des lieux entrant et sortant

Cette mission sera lancée au moyen d'un bon de commande.

En relation avec la section marchés publics du PJGN/BAO, le titulaire du présent accord-cadre accompagnera le titulaire du nouveau MMT pour la prise en charge des équipements du site et l'état des lieux sortant du titulaire actuel. La prise en charge s'effectuera entre le 1^{er} octobre et la 31 décembre 2026.

Lors de cette prestation, le titulaire du présent accord-cadre assurera la résolution du contentieux lié si nécessaire.

Les "**états des lieux**" produits par chaque titulaire seront contrôlés par le titulaire du présent AC et servira de base pour le futur MMT et pour solder celui en cours.

Délai maximal de cette mission à réception du bon de commande : Estimation de la charge 2 journées sur une semaine pendant 2 mois.

4.1.2. assistance lors de l'exécution du marché MMT à compter du 1^{er} janvier 2027.

Cette mission n°6 sera lancée au moyen d'un bon de commande annuel.

L'assistance se distingue suivant les prestations ci-après.

a) La présence du titulaire est obligatoire lors de chaque réunion mensuelle avec le mainteneur (environ 10 j/an) sur le site de Pontoise. A cette occasion, il est consulté sur l'ordre du jour et chargé du projet de rédaction du PV de la réunion, dans les 8 (huit) jours suivants. *Durée prévisible : 5 ans.*

Visite mensuelle des installations pour suivi de la maintenance préventive MP et contrôle des opérations en cours si nécessaire.

b) Le rôle de conseil du titulaire sera recherché notamment :

- sur l'opportunité à passer un modificatif et le contrôler
- pour répondre aux questions du mainteneur sur le marché (CCTP)
- pour accompagner le GER (Gros Renouvellement des Equipements)
- pour analyser certains devis complexes
- pour les préconisations sur le suivi de la maintenance préventive (MP) et corrective (MCO) (hors gros travaux) (analyse des rapports de maintenance des intervenants, des registres/carnets dédiés, des dysfonctionnements, étude des plannings de maintenance annuels,...)

4.1.2.1. Bons de commande

Des bons de commande seront émis tout au long de la durée de l'accord-cadre et notifiés en s'appuyant sur la DPGF de l'acte d'engagement AE. Les bons de commande couvrent les missions 1 à 5 détaillées ci-avant et la mission 6 année par année.

Le titulaire se conformera à ces bons de commande dans le cadre de l'article 3.7. du CCAG/PI. Les bons de commande indiqueront le type de prestation concernée, le début et la durée de son exécution et le montant révisé si nécessaire.

4.2 - Délais d'exécution

Le titulaire s'engage à respecter les délais de réalisation **figurant à l'annexe à l'AE** pour chaque mission.

4.3 - Conditions d'exécution

Le site de la Caserne Lange à Pontoise (95) est un casernement ayant fait l'objet d'une livraison au dernier trimestre de l'année 2014 ; il a une superficie de 5,8 ha, **une SHON de** et accueille principalement le Pôle Judiciaire de la Gendarmerie Nationale (PJGN), composé de l'Institut de Recherche Criminelle de la Gendarmerie Nationale (IRCGN) et du Service Central du Renseignement Criminel (SCRC), de l'UNC et du CCG. Le site est décomposé comme suit :

- l'IRCGN composé essentiellement de laboratoires d'expertise scientifique y compris tunnel de tir et soute à munitions,
- le SCRC, l'UNC et le CCG abritant des espaces de travail informatiques,
- le Centre d'Information et de Formation (CIF) du PJGN avec un amphithéâtre de 150 places et des salles de cours,
- le DAGI Service Central d'Analyse Génétique de la Gendarmerie Individus (DAGI ex SCAGGEND) composé de laboratoires d'analyse génétique,
- le Service Central de Préservation des Prélèvements Biologiques (SCPPB) accueillant principalement des locaux de stockage de scellés judiciaires,
- les locaux de service et technique du Groupement de Gendarmerie Départementale du Val d'Oise (GGD 95), composé de bureaux mais aussi de cellule de garde à vue,
- une zone de vie exclusivement piétonne, arborée et paysagée située au milieu du dispositif comprenant un service de restauration, deux bâtiments composés de 72 studios d'hébergement, d'un mess, d'un centre social et d'une antenne médicale,
- une zone technique de 5000m² composée d'ateliers, d'un parking aérien et souterrain, de deux parkings aériens paysagers, de deux soutes à munitions et d'une aire de lavage.

L'ensemble des bâtiments du PJGN a fait l'objet d'une certification "HQE".

Le site est en cours de classement ICPE.

A l'occasion de la prise en charge du site en 2017-2018, de nombreux désordres ont été mis à jour et l'absence de dossier des ouvrages exécutés (DOE), constatés. Durant le MMT actuel, certains désordres ont été résolus concernant les installations aérauliques, celles du tunnel de tir ou les installations courant faible ou des travaux neufs portant sur une gestion technique centralisée GTC et le renouvellement des équipements de production de gaz ont été menés au titre du GER (gros renouvellement des équipements).

Le MMT en cours couvre les domaines suivants :

🔧 Chauffage –ventilation –climatisation -traitement d’air:

– production et distribution de chauffage:

- pour la production issue du réseau de chauffage urbain: après les échangeurs du réseau urbain;
- pour la production du SCPPB-SCAGGEND: à partir de la vanne gaz située en amont des chaudières,

- production et distribution frigorifique,
- équipements terminaux,
- centrales de traitement d’air,
- ventilation, extraction,
- sorbonnes, tables aspirantes, bras d'extraction,
- déshumidificateurs
- humidificateurs,
- systèmes de régulation et de commande,
- chambres froides mortuaires,
- réseaux aérauliques (y compris bouches, clapets coupe-feu, registres d’air, etc...)
- réseaux hydrauliques eaux chaudes et eau glacée (y compris disconnecteurs et réseaux enterrés),

🔧 Electricité Courants forts:

- poste de livraison HT–postes de transformation-TGBT (y compris inverseurs de sources normal/secours), protection contre la foudre,
- groupes électrogènes,
- onduleurs, batteries de condensateurs,
- tableaux, coffrets et armoires électriques,
- éclairage extérieur.

🔧 Electricité courants faibles:

- système anti-intrusion,
- contrôle d’accès,
- vidéosurveillance,
- système d’interphonie,
- serrures motorisées de la zone balistique
- alarmes techniques et télétransmetteur,

🔧 Plomberie -eau potable -eau chaude sanitaire -équipements sanitaires–réseaux eaux usées - eaux vannes-eaux pluviales:

- disconnecteurs;

- production eau chaude sanitaire centralisée et réseau de distribution eau chaude sanitaire correspondante;
- installations de traitement d'eau: adoucisseurs,
- dispositifs de relevage, y compris séparateurs d'hydrocarbures,
- station de traitement des effluents, y compris pompes dilacératrices,

🔊 **Système de sécurité incendie et de protection incendie:**

- système de sécurité incendie: centrale incendie, alarmes et détecteurs, extinction automatique, asservissements, superviseur,
- système de détection gaz du parking sous-terrain,
- portes coupe-feu, clapets coupe-feu, volets coupe-feu,

🔊 **Portes et portails automatiques-barrières-bornes escamotables,**

🔊 **Transport mécanique:** ascenseurs, monte-charge, plateformes élévatrices, ponts de levage,

🔊 **Fluides spéciaux:**

- réseaux air comprimé-azote-vide,
- systèmes de détection de gaz (anoxie, H₂),
- centrales d'air (compresseurs et sécheurs),
- générateur d'azote,
- centrales de vide,

L'ensemble des réseaux, de la production centrale jusqu'aux manomètres, électrovannes et flexibles terminaux, est à la charge du titulaire.

🔊 **Cage de Faraday,**

🔊 **Rangement et classeur mobile balistique,**

🔊 **Tunnel detir: centrale d'aspiration et centrale de traitement d'air,**

🔊 **Banc de freinage,**

🔊 **Aire de lavage,**

🔊 **Parkings, voiries et réseaux divers:** ouvrage de collecte et de rétention, réseaux eaux usées - eaux vannes-eaux pluviales.

🔊 **systèmes de gestion technique centralisée,**

Compte-tenu de la **spécificité** du site, de sa particularité avec la présence de laboratoires, de son unicité en Gendarmerie et du degré de technicité et d'excellence attendu par ses utilisateurs, le RPA doit disposer pour cet accord-cadre, **d'un interlocuteur unique spécialisé** afin de garantir une assistance optimale sur les diverses installations techniques selon les **niveaux 1 à 4 de la norme FDX 60000** et dans le cadre du GER.

4.4 - Difficultés – problèmes

Les éventuelles difficultés rencontrées dans l'exécution du présent accord-cadre sont communiquées dès leur survenance au pouvoir adjudicateur ou à son représentant par écrit (lettre, courriel, télécopie...)

4.5 - Défaillance

La défaillance du titulaire dans l'exécution du présent accord-cadre, en totalité ou en partie, provoque un préjudice à l'administration. En conséquence, le titulaire, dans l'impossibilité de réaliser et de fournir une partie ou la totalité des prestations décrites au accord-cadre, aura à sa charge tous les frais annexes résultant de la défaillance (voir article 14 du présent CCP).

ARTICLE 5 - OPÉRATIONS DE CONTRÔLE ET DE VÉRIFICATION

5.1 - Vérification

Par dérogation aux dispositions de l'article 26.2 du C.C.A.G./PI., l'administration dispose d'un délai de 8 (huit) ou quinze (15) jours calendaires à compter de la réception des livrables pour prononcer sa décision quant à l'admission des prestations constituant le accord-cadre considéré.

5.2 - Décision après vérification

5.2.1 - Réception

Le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre et du bon de commande. Elle prend effet à la date de notification au titulaire de la décision ou en l'absence de décision, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la livraison.

5.2.2 - Réfaction

Par dérogation à l'article 27.3 du C.C.A.G./PI, aucune réception avec réfaction ne peut être prononcée.

5.2.3 - Ajournement

Application stricte de l'article 27-2 du C.C.A.G./PI.

5.2.4 - Rejet

Application stricte de l'article 27-4 du C.C.A.G./PI.

5.2.5 - Transfert de propriété

La réception des prestations entraîne le transfert de propriété.

ARTICLE 6 - PRISE EN CHARGE - GARANTIE

SO

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

7.1 - Unité monétaire

L'euro est la monnaie de compte de l'accord-cadre.

7.2 - Forme des prix

Les prix seront :

- forfaitaires et fermes pour les prestations avant notification du MMT missions 1 à 5
- forfaitaires révisables pour la mission 6
- hors taxes ;
- réputés établis aux conditions économiques du mois de dépôt des offres soit **mars 2025**
- incluant toutes les charges fiscales, parafiscales et autres taxes liées à la prestation.

les prix seront révisables à la date anniversaire par application de la formule suivante :

$$P = P_o [0,25 + 0,75 (SYN REV 1 / SYN REV_o)]$$

L'indice est publié sur le site internet du moniteur BTP ou SYNTEC

P = prix hors taxes révisé ;

P_o = prix hors taxes initial ;

SYN REV = Indice SYNTEC REVISE mensuel du coût de la main d'oeuvre (syndicat des sociétés d'ingénierie, de services informatiques, d'études et de conseil, de formation professionnelle)

La base « o » ont pour valeur celles correspondant au mois de novembre 2024 soit 316,7

La valeur 1 étant la dernière connue à la date de révision.

7.3 - Clause de sauvegarde

L'évolution du prix de règlement, telle qu'elle résulte de l'application de la formule définie à l'article 7.2, ne peut en aucun cas conduire à une variation à la hausse supérieure à 3 % du prix initial.

7.4 - Contenu des prix

Les prix comprennent :

- l'ensemble des prestations détaillées au CCP ;
- tous les frais généraux, salaires, charges sociales et fiscales, marge bénéficiaire, frais divers ;
- tous les frais éventuels inhérents à la prestation, frais de transports ou de déplacement sur site, de connexion etc...

7.5 - Contrôle des prix

Le titulaire s'engage à fournir à l'administration toutes les justifications relatives aux prix pratiqués ainsi que la décomposition de ces prix en leurs différents éléments.

ARTICLE 8 - PÉNALITÉS

8.1 - Calcul des pénalités

Outre le non paiement des prestations non exécutées, les pénalités pour retard, sont calculées comme suit par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI :

100€ par jour de retard.

8.2 - Prolongation des délais de livraison

Par dérogation aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG/PI, aucune prolongation de délai ne sera accordée sur le livrable de la mission 3.

8.3 - Exclusion des pénalités

Sont exclus des pénalités :

- les cas de force majeure déterminés par les textes officiels en vigueur ;
- tout fait d'un tiers échappant au contrôle du prestataire ;
- tout fait de l'administration elle-même, notamment en cas de non respect des engagements souscrits par elle dans le cadre de ce accord-cadre ;
- toute condition inhabituelle d'exploitation (intempéries à caractère exceptionnel, grèves...).

A l'occasion de tels événements, le titulaire recherche avec le pouvoir adjudicateur ou son représentant toutes les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif des prestations et d'assurer la poursuite d'une exploitation, même partielle, après avoir fixé de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux circonstances créées par le cas de force majeure, les pénalités ci-dessus n'étant pas applicables.

ARTICLE 9 - AVANCE - ACOMPTE

9.1 - Avance

Conformément à l'article 2191-16 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 précité, (sauf avis contraire de sa part exprimé dans l'acte d'engagement), il sera accordé une avance forfaitaire pour chaque bon de commande supérieur à 50K€ HT et dont le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

En cas de nouvelles dispositions de versement des avances, ces dernières s'appliqueront d'office dès la publication du/ou des textes officiels.

Dans le cas où une avance est versée au titulaire, son remboursement intervient par précompte sur les sommes dues ultérieurement.

9.2 - Acompte

Il n'est pas prévu le versement d'acompte.

ARTICLE 10 - MODE DE RÈGLEMENT - PAIEMENT

10.1 - Facturation

10.1.1 - Transmission électronique

Dans le cadre de la modernisation de l'État, l'administration a décidé de s'engager dans la dématérialisation du traitement des factures.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions suivantes :

- du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique ;
 - de l'arrêté du 09 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.
- via le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à

<https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

Pour toute question et / ou pré-requis réglementaire concernant la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet. Outre une optimisation du délai de traitement, ce dispositif totalement gratuit, permet d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal de vos factures, et de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'État.

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm?id=aife_contact

Outre une optimisation du délai de traitement, ce dispositif totalement gratuit, permet d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal de vos factures, et de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'État. Celui-ci doit être priorisé par rapport à tout autre mode de transmission.

10.1.2 - Mentions obligatoires

Pour le traitement de chaque facture, **il est impératif** d'y porter les mentions listées ci-dessous :

<u>Au titre du code général des impôts¹ :</u>	ET	<u>Pour le traitement de votre facture :</u>
<ul style="list-style-type: none">• Date de facture• Numéro d'Identifiant unique de la facture• Raison sociale et adresse• SIRET ou, à défaut, SIREN• Montant TTC et HT• Taux de TVA appliqué et montant• Mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir		<ul style="list-style-type: none">• La référence de l'engagement juridique (numéro d'EJ : 10 caractères numériques) sur la lettre de notification du accord-cadre (le cas échéant) ou du bon de commande.• Le n° de SIRET de l'Etat est le 11000201100044• Le code du service exécutant (*) (code SE) : MI0PTF1075 situé en haut à gauche du bon de commande sous l'adresse de facturation. Le code service exécutant ne comprend que des zéros et aucun o (y compris dans MI0PTF)

1. article 242 nonies A de l'annexe II au CGI, en application de l'article 128 du CGI

(*) Ce numéro permet au CPFi d'identifier de manière automatique le service et l'imputation budgétaire concernés et reste une condition nécessaire pour un traitement rapide.

10.2 - Certification « service fait »

La transmission des documents « livrables » ou des procès-verbaux d'admission établi par le RPA, vaut exécution du service fait et donne droit à un paiement.

10.3 - Paiement

Celui-ci interviendra :

- 100% après service fait de chaque mission

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par l'acheteur. Celui-ci est effectué par virement sur le compte du titulaire et/ou des sous-traitants le cas échéant.

Le délai maximum de paiement est de **trente (30) jours** à compter de la réception de la facture. Les sommes payées après l'expiration de ce délai sont majorées d'intérêts moratoires.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Pour un titulaire étranger, voir article 19 infra.

10.4 - Récusation

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le R.P.A. fait payer dans le délai de **trente (30) jours**, les sommes qu'il a admises. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du différend ou du litige.

Toutefois, si le RPA n'est en mesure, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de contrôle, de vérification et de réception ou à toute autre opération nécessaire au paiement, ledit délai est prolongé d'une période égale au retard qui en résulte.

10.5 - Comptable assignataire

Le comptable assignataire des paiements est :

Monsieur le Contrôleur budgétaire et Comptable ministériel

Place Beauvau

75800 PARIS CEDEX 08

10.6 - Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement prévu au présent article, ouvre de plein droit au titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires au taux de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires se calculent en se reportant au « taux marginal » du semestre précédent celui au cours duquel les intérêts ont commencé à courir.

Ce taux est révisable le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année civile (consultable sur le site www.banque-france.fr).

ARTICLE 11 - CESSION - NANTISSEMENT

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R2191-51 et suivants du décret n° 2018-1075, relatifs à l'affectation des marchés en nantissement.

Le montant HT de chaque bon de commande sert de base à la détermination de la formule d'origine à porter sur l'exemplaire unique ou sur un certificat de cessibilité.

Cet exemplaire est destiné à être remis à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

ARTICLE 12 - RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT

L'accord-cadre ne prévoit pas la constitution d'une retenue de garantie ou d'un

cautionnement.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Les dispositions du chapitre 7 du C.C.A.G./PI sont applicables. Ainsi, lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus, la résiliation du accord-cadre à ses torts, peut être prononcée par le RPA sans que ne lui soit versée aucune indemnisation.

La résiliation pour faute du titulaire ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités et n'exclut pas l'application des pénalités prévues à l'article 8 du présent cahier.

Dans le cas d'une résiliation sans qu'il y ait faute du titulaire, ce dernier peut prétendre à une indemnisation. Celle-ci doit être présentée dans un délai de deux mois sous peine de forclusion.

ARTICLE 14 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le titulaire est impérativement tenu aux obligations contractuelles prévues au présent accord-cadre. S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations, pour une raison quelconque, il doit en informer immédiatement le RPA et confirmer par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, il peut être fait application de l'article 36 du CCAG/PI qui prévoit l'exécution de l'accord-cadre par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire en cas d'inexécution par ce dernier de sa prestation, laquelle par nature ne peut souffrir d'aucune interruption.

Le titulaire de l'accord-cadre n'est pas admis à prendre part directement ou indirectement à l'exécution des prestations, réalisées à ses frais et risques par un autre prestataire.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix de l'accord-cadre résultant de l'exécution des prestations par un autre prestataire choisi par l'administration est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas. Si le RPA prend la décision de mettre en œuvre cette procédure, le titulaire en est informé par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 15 - CORRESPONDANTS DU TITULAIRE

Le R.P.A. est seul habilité à effectuer toutes les opérations administratives relatives à l'exécution du présent accord-cadre.

L'interlocuteur privilégié du titulaire de l'accord-cadre pour tous les aspects techniques et administratifs relatifs aux prestations est :

***Le chef du bureau appui opérationnel
du Pôle Judiciaire de la Gendarmerie Nationale
au 01 78 47 30 60
smp.bao.pjgn@gendarmerie.interieur.gouv.fr***

ARTICLE 16 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

16.1 - Changement de situation du titulaire

La modification de la forme juridique d'une Société (S.A.R.L. se transformant en S.A. par exemple) ne nécessite pas la passation d'un avenant s'il n'y a pas création d'une nouvelle personne morale.

En revanche, tous les cas de fusion, scission, absorption qui entraînent transfert de responsabilité juridique de l'exécution du accord-cadre nécessitent la passation d'un avenant.

16.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Application stricte de l'article 6 du C.C.A.G./PI. et de la réglementation en vigueur dans le Code du Travail et règles d'effet équivalent pour les candidats étrangers.

16.3 - Travail illégal

Le titulaire atteste sur l'honneur qu'il n'a pas fait objet, au cours des cinq (5) dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3 à L.8221-5, L.5221-8 à L.8251-1, L.8231-1, L.8241-1 et L.8241-2 du Code du Travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne.

Conformément aux dispositions de l'article D.8222-5 du code du travail pour un titulaire établi en France ou D.8222-7 pour un titulaire établi à l'étranger, s'il emploie des salariés, le titulaire doit fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du accord-cadre, une attestation sur l'honneur que le travail est réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 et L.1221-12, L.3243-1, L.3243-2 et L.3243-4 et R3243-1 à R.3243-5 du Code du travail.

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, et après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation de l'accord-cadre à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

16.4 - Assurance

Le titulaire a justifié avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers, de l'administration, des matériels et bâtiments en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. Il fournira chaque année l'attestation correspondante en cours de validité.

Les garanties souscrites doivent être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations et sans limite pour les dommages corporels.

Le titulaire de l'accord-cadre assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers, à ses biens ou aux biens appartenant à la Gendarmerie.

16.5 - Mesures de prévention et de sécurité

Le titulaire s'engage à respecter les règles de l'hygiène et de la sécurité du travail et particulièrement les spécifications du protocole de sécurité. Celui-ci sera réalisé en concertation avec le chargé de prévention du site, conformément à l'instruction N° 300611 DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998.

ARTICLE 17 - ACCÈS AU LIEU D'EXÉCUTION

17.1 - Horaires d'accès

L'accès aux sites de la gendarmerie est réglementé. En conséquence, le titulaire s'engage à informer son personnel des règles d'accès :

- respect des horaires d'accès au lieu de livraison :
du lundi au jeudi sauf les jours fériés, de 8h00 à 11h45 et de 13h30 à 17h00 ;
le vendredi de 8h00 à 11h45 et de 13h30 à 15h30 ;
- port du badge apparent obligatoire au sein du site (badge délivré à l'entrée par le poste de police sur présentation d'une pièce d'identité en cours de validité) ;
- respect du code de la route dans l'enceinte militaire (vitesse réduite à 20 km/heure, stationnement sur les zones prévues, etc...) ;
- interdiction de laisser des colis sans surveillance.

S'agissant d'un domaine militaire, le personnel et le matériel du titulaire peuvent faire l'objet d'un contrôle sur place.

Les véhicules peuvent être soumis à un contrôle de sécurité (contenu). Tout manquement aux règles ci-dessus entraîne l'expulsion du site sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnité quelle qu'en soit la forme.

17.2 - Obligation de discrétion et de sécurité

Une obligation de discrétion est imposée aux membres du personnel de la société ayant eu accès aux informations qu'ils ont recueillies à l'occasion des études menées dans le cadre de la consultation et de l'exécution de leurs prestations sur les lieux d'intervention.

ARTICLE 18 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

Les litiges éventuels sont exclusivement régis par les lois et règlements français.

Les différends et litiges éventuels sont traités conformément aux dispositions du chapitre 8 du C.C.A.G./PI.

Le tribunal administratif, dont les coordonnées suivent, est seul compétent pour régler les litiges dans le cadre de ce accord-cadre :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CERGY- PONTOISE

2-4 boulevard de l'Hautil

BP 30322

95027 Cergy-Pontoise cedex

Téléphone : 01 30 17 34 00

Télécopie : 01 30 17 34 59

Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

<http://cergy-pontoise.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 19 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TITULAIRES ÉTRANGERS

Le titulaire étranger facture à la personne publique les prestations en prix hors taxes et toutes taxes comprises (y compris la taxe sur la valeur ajoutée) comprenant tous les frais liés à l'importation et au transport à destination.

Il acquitte, lui-même, la taxe exigible au titre de la livraison par son représentant fiscal en France.

A cet effet, la raison sociale de la société et le nom de son représentant fiscal en France doivent figurer en qualité de destinataires sur la déclaration d'importation ou sur les autres documents justificatifs.

Résiliation :

Sera considérée comme cas de force majeure, l'interdiction d'exporter édictée par le

gouvernement du pays d'origine du matériel.

ARTICLE 20 - DÉROGATIONS AU CCAG/PI

Numéro d'article dérogeant au C.C.A.G./PI	Numéro d'article du C.C.A.G./PI
Article 5.1 - vérification	Article 26.2 du C.C.A.G./PI
Article 5.2.2 – Réfaction	Article 27.3 du C.C.A.G./PI
Article 8.1 – Pénalités	Article 14.1 du C.C.A.G./PI
Article 8.2 - Prolongation délai de livraison	Article 13.3 du C.C.A.G./PI

Lu et approuvé

Fait à

Le

Signature de la personne habilitée

ANNEXE : LISTE DES SERVICES UTILISATEURS DU SITE

Dans l'enceinte de la Caserne Lange à Pontoise, se trouvent implantés les services suivants :

- **PJGN**
Pôle Judiciaire de la Gendarmerie Nationale
 - IRCGN Institut de Recherche Criminelle de la Gendarmerie Nationale
 - ASQ Service assurance qualité de l'IRCGN
 - SCRCGN Service Central de Renseignement Criminelle de la Gendarmerie Nationale
 - SPCQ Section du pilotage et contrôle de la qualité
 - SST/PE Section de sécurité et santé au travail du PJGN
- **GGD 95**
Groupement de Gendarmerie Départementale du Val d'Oise
- **SSA** – Service de Santé des Armées
 - Antenne médical en gendarmerie n°19 de Pontoise
 - Antenne sociale des armées
- **SERVICE RESTAURATION/HEBERGEMENT**
- **UNC**
Unité nationale cyber
- **CCG – COMCYBERGEND**
Commandement de la gendarmerie dans le cyberspace